



Bulletin d'information du CSEE

Janvier 2014 Numéro 1

 Internationale de l'Éducation

Nouveau rapport Eurydice sur l'Enseignement et la formation en Europe 2020

Ce rapport présente une analyse comparative des mesures nationales prises dans le cadre des priorités Europe 2020 dans le domaine de l'enseignement et de la formation. Il se concentre sur les réformes nationales récentes et à venir s'inscrivant dans plusieurs domaines thématiques directement liés à la stratégie Europe 2020 : abandon scolaire prématuré, enseignement supérieur, emploi des jeunes et formation professionnelle, formation et apprentissage tout au long de la vie.



Ce rapport reflète la place de premier plan qu'occupent l'enseignement et la formation dans la stratégie Europe 2020. Un grand objectif a été fixé dans le domaine de l'éducation et prévoit des objectifs doubles dans le domaine de l'abandon scolaire prématuré et de l'accèsion à des études supérieures, tandis que dans le cadre du Semestre européen de gouvernance économique, les messages clés de l'Analyse annuelle de la croissance et un nombre de plus en plus élevé de recommandations par pays touchent de très près l'enseignement et la formation.

Le [rapport](#) est disponible en anglais sur le site web d'Eurydice.

Nouveau projet du CSEE: Développement de l'expertise des syndicats d'enseignants en matière de sortie de crise grâce à une éducation de qualité

En décembre 2013, le CSEE a lancé un nouveau projet en vue d'aborder la problématique du « Développement de l'expertise des syndicats d'enseignants en matière de sortie de crise grâce à une éducation de qualité » afin de se pencher sur l'objectif politique européen que constitue la sortie de crise, et ce, par le biais d'une amélioration de l'expertise dans les domaines des relations industrielles et du dialogue social. Ce projet comprend une analyse comparative d'études de cas qui seront menés auprès de 5 pays touchés par la crise : la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne. Les partenaires du projet issus de ces pays sont : OLME (Grèce), TUI (Irlande), FLC-CGIL (Italie), FNE (Portugal) et FECCOO (Espagne). Leurs représentants constitueront le groupe consultatif du projet. À

l'occasion de leur première réunion en décembre, ils se sont accordés à reconnaître le besoin et ont témoigné de leur volonté d'améliorer mutuellement leur expertise par l'identification et l'échange de pratiques fructueuses mises en place par les syndicats d'enseignants pour faire face à l'impact de la crise sur les 5 pays les plus touchés.



Afin de mettre en œuvre le projet de manière innovante, le projet prévoit la réalisation d'un film permettant à tous les membres du CSEE de partager et de diffuser les informations rassemblées. Le film constituera un outil important qui fournira une image réelle et claire des conditions de vie et de travail difficiles auxquelles doivent faire face les personnes qui sont encore touchées par la crise et mettra en exergue les solutions possibles, en exposant les mesures prises par les syndicats d'enseignants en vue de combattre les conséquences désastreuses de la crise.

Le film sera présenté lors de la conférence finale du projet en octobre 2014 et les résultats concernant les pratiques positives et les études de cas y seront également communiqués. La conférence du projet prévoira une audience sur l'avenir de l'éducation en Europe avec la participation de membres et de représentants du Parlement européen et de la Commission européenne.

Nouveau projet du CSEE: Promouvoir les potentiels du dialogue social européen sectoriel pour le secteur de l'éducation

À compter de cette semaine et ce jusqu'à la fin de l'année 2014, le CSEE travaillera sur un nouveau projet dans le domaine du dialogue social : « *Promouvoir les potentiels du dialogue social européen sectoriel pour le secteur de l'éducation en relevant de nouveaux défis et en explorant les expériences et les connaissances* ». L'objectif de ce projet est d'approfondir les connaissances des partenaires sociaux dans un certain nombre de pays sélectionnés dans le domaine des relations



industrielles afin de promouvoir davantage le Dialogue social sectoriel européen dans le secteur de l'éducation sur le long terme. Nous sommes convaincus que la formation a le potentiel d'aider à renforcer le dialogue national des partenaires sociaux ainsi que leur engagement en faveur de l'important travail qui doit être fourni au niveau européen.

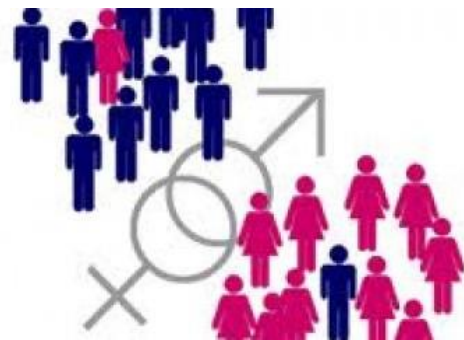
En vue d'améliorer la compréhension et de promouvoir le potentiel du DSESE, il est essentiel d'aider les partenaires sociaux à s'occuper des problématiques de plus en plus urgentes relatives à la politique européenne de l'emploi, des affaires sociales et en particulier à la stratégie UE2020 pour la croissance et l'emploi. Le CSEE est convaincu qu'avec l'aide de nos partenaires sociaux les résultats

du projet contribueront aux prochains travaux des employeurs de l'éducation et des syndicats d'enseignants aux niveaux européen et national.

Des partenaires sociaux du secteur de l'éducation venant de Croatie, de Slovénie, de Roumanie, de Slovaquie, du Monténégro ainsi que de la Lituanie participeront à ce projet. Le CSEE organisera six tables rondes, une dans chacun des pays participants afin d'assurer un échange d'expériences efficace ainsi qu'un transfert de connaissances. Par ailleurs, les partenaires sociaux seront invités à fournir des informations durant la phase principale du projet. Les résultats du projet seront communiqués et feront l'objet de discussions lors de la conférence finale qui se tiendra à Bruxelles les 12 et 13 novembre 2014. Le CSEE est impatient de lancer le nouveau projet en coopération avec ses organisations membres et, in fine, de partager des expériences positives dans ce domaine essentiel que représente le dialogue social.

Promouvoir l'égalité des genres au sein des syndicats d'enseignants et de la profession enseignante II – le projet Égalité des genres du CSEE pour 2014

En 2014, le CSEE se penche sur la problématique de la participation et de la prise de responsabilités des femmes et des hommes au sein des syndicats d'enseignants et de la profession enseignante. Le titre officiel du projet « *Promouvoir l'égalité des genres au sein des syndicats d'enseignants et de la profession enseignante II – mettre en œuvre et intensifier les actions des syndicats d'enseignants sur l'égalité des genres en période d'austérité* » indique le double objectif du projet.



Dans un premier temps, le projet repose sur les résultats d'un projet précédent du CSEE sur l'égalité des genres, mené en 2008 et 2009. Dans un second temps, le nouveau projet se penchera sur les conséquences qu'ont eues la crise économique et les mesures d'austérité sur l'égalité des genres depuis lors.

Les activités prévues pour 2014 comprennent une enquête en ligne (lancement prévu pour le 1^{er} février 2014), un séminaire (Utrecht, 7 mai 2014) ainsi qu'une conférence finale du projet (Sofia, 25-26 septembre 2014). Une plateforme en ligne (Groupe SharePoint) sera mise à disposition des membres du groupe consultatif et autres syndicalistes intéressés afin de suivre l'avancement des discussions ainsi que les résultats du projet. Enfin, le projet débouchera sur une série d'orientations pratiques.

La composition du groupe consultatif du projet sur l'égalité des genres se présente comme suit :

- Kounka Damianova, SEB – Bulgarie
- Rossella Benedetti, UIL Scuola – Italie
- Trudy Kerperien, AOb – Pays-Bas
- Hélène Hémet, UNSA – France
- Dorota Obidniak, ZNP – Pologne
- Ann-Christin Hartmann, Lärarförbundet – Suède
- Maire Mulcahy, ASTI – Irlande

[Pour de plus amples informations, rendez-vous sur le site web du projet.](#)

Les mesures d'austérité adoptées en Europe fragilisent les droits de l'homme

« En Europe, nombre de gouvernements qui imposent des mesures d'austérité oublient leurs obligations en matière de droits de l'homme, notamment les droits sociaux et économiques des plus vulnérables, la nécessité de garantir l'accès à la justice et le droit à l'égalité de traitement. Malheureusement, les créanciers internationaux négligent souvent, eux aussi, d'incorporer des considérations relatives aux droits de l'homme dans leurs programmes d'assistance », a déclaré aujourd'hui Nils Muižnieks, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, à l'occasion de la publication d'une [étude](#) consacrée à l'impact de la crise économique sur la protection des droits de l'homme.

La baisse des allocations familiales et des crédits consacrés à la santé et à l'éducation accroît encore les difficultés de millions de foyers. De plus en plus d'enfants abandonnent l'école pour trouver un travail et venir en aide à leur famille. Ils risquent de pâtir toute leur vie de cette interruption de leur scolarité. Cette situation aggrave la précarité de l'emploi et entraîne la résurgence du travail des enfants, voire de leur exploitation. »

Le Commissaire souligne la nécessité urgente de donner un nouvel élan au modèle social européen, fondé sur la dignité humaine, la solidarité intergénérationnelle et l'accès à la justice pour tous. « Les gouvernements devraient s'attacher en priorité à réduire le chômage des jeunes et le chômage de longue durée et maintenir durant la crise des socles de



protection sociale garantissant un revenu minimum et des soins de santé de base. Il faut aussi garantir un accès effectif à la justice pour tous, y compris en période de ralentissement économique, en veillant à ce que le système judiciaire et le dispositif d'aide juridique continuent à fonctionner correctement. » De plus, les gouvernements devraient réaliser systématiquement des études visant à mesurer l'impact des budgets et des politiques sociales et économiques sur les droits de l'homme et l'égalité, notamment pour les groupes vulnérables.

http://hub.coe.int/fr/web/coe-portal/press/newsroom?p_p_id=newsroom&_newsroom_articleId=1677553&_newsroom_groupId=10226&_newsroom_tabs=newsroom-topnews&pager.offset=0

<https://wcd.coe.int/com.instranet.InstraServlet?command=com.instranet.CmdBlobGet&InstranetImage=2392948&SecMode=1&DocId=2079144&Usage=2>

La thématique LGBT dans les programmes scolaires au Montenegro

Le centre pour l'éducation civique et LGBT Forum Progress ont publié avec le soutien du Conseil de l'Europe, le livre : "La politique éducative et l'orientation sexuelle au Montenegro: représentation des thématiques LGBT dans les programmes et manuels scolaires" de Aleksandar Sasa Zekovic.



Le livre "La politique éducative et l'orientation sexuelle au Montenegro: représentation des thématiques LGBT dans les programmes et manuels scolaires" est l'une des analyses les plus complètes et détaillées des programmes et manuels scolaires de la région. Le livre propose des lignes directrices afin de mieux intégrer les droits de l'homme dans les programmes scolaires.

Le livre est disponible en monténégrin via le lien suivant:

<http://media.lgbtprogres.me/2013/10/lgbt-udzbenici.pdf>